

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : et si l'aspect économique reprenait le dessus ?

Cyriac GUILLAUMIN¹

Résumé : Depuis sa première candidature à l'Union européenne, la Turquie a toujours essuyé un refus de la Commission européenne, essentiellement pour des raisons politiques. Pourtant, l'adhésion à l'Union européenne peut également avoir pour objectif l'adoption de la monnaie unique européenne si les nouveaux membres, à l'image des PECO, acceptent, conformément au Conseil de Madrid de 1995, d'adopter l'acquis communautaire. Cet engagement implique, à terme, le rattachement à la zone euro. Dès lors, le respect des [5] critères de convergence nominale est indispensable. Par ailleurs, il n'est fait aucune référence à une convergence réelle. L'objectif de ce papier est de dresser un état des lieux des convergences nominale et réelle entre la Turquie et l'Union européenne à 15 pays entre 1985 et 2006. Les convergences sont estimées à l'aide de modèles *espace-état* dont les coefficients sont calculés par un filtre de Kalman. Nos résultats montrent qu'il existe une meilleure convergence nominale que réelle. Cependant, la convergence nominale apparaît davantage être le fruit du plan d'assainissement après la crise de 2001 que d'une réelle volonté d'adoption de la monnaie unique européenne.

Mots-clefs : intégration économique et monétaire, convergence, variables nominales et réelles, Turquie, Union européenne à 15, modèle *espace-état*, filtre de Kalman.

Classification *JEL* : C22, F36, F41.

¹ CEPN, université Paris 13, 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse. Tel/Fax : 01 49 40 32 55/01 49 40 33 34. Courriel : cyriac.guillaumin@edu.univ-paris13.fr.

Je remercie Jean-Baptiste Gossé pour ces commentaires sur une première version de ce papier. Je reste seul responsable des insuffisances et erreurs qui demeuraient dans ce travail.

1. Introduction

Depuis 1963 et la signature de l'accord d'Ankara établissant une association entre la Turquie et l'Union européenne (la Communauté économique européenne à l'époque), la question turque revient régulièrement dans les débats sur l'intégration de nouveaux membres à l'Union. Tantôt partenaire privilégié, tantôt pays davantage voué à l'accomplissement de l'union euro méditerranéenne, la Turquie a toujours essuyé un refus de la Commission européenne lors de sa demande d'adhésion. Le refus de la Commission européenne porte sur 5 points plus ou moins officiels :

- la faiblesse du processus démocratique turc ;
- le problème politique avec la Grèce au sujet de Chypre ;
- les problèmes macroéconomiques, notamment concernant l'inflation ;
- la Turquie serait le seul pays de l'Union dont la population est majoritairement musulmane (Kibritçioğlu, 2000) ;
- la reconnaissance du génocide arménien².

Par ailleurs, en cas d'adhésion, la population turque deviendrait parmi les plus importantes de l'Union européenne (UE) avec plus de 70 millions d'habitants (un peu moins de 15% de la population européenne totale). Ceci aurait des conséquences au niveau institutionnel et politique de l'Union. Le nombre de députés au Parlement européen, pourtant limité initialement à 750³, accordé à chaque pays étant le résultat des négociations dans les traités, il n'y a pas de formule précise sur la répartition des sièges parmi les États membres. Normalement, le nombre de sièges alloués à chaque État est fondé sur le principe de la proportionnelle dégressive. Tant que la population de chaque pays est prise en compte, il y a une sur-représentation des « petits » États (le Luxembourg, Malte ou Chypre par exemple). La Turquie serait alors sous-représentée. L'élargissement de l'Union entraînerait également un élargissement de la Commission européenne et la nomination de commissaires européens turcs.

En 1995, intervient la négociation de deux points. Le premier concerne un accord d'union douanière entre la Turquie et l'UE qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 1996. La Turquie est alors perçue comme un partenaire privilégié. Le second est défini par "l'agenda 2000" qui développe une stratégie d'approfondissement de l'Union : le principe de l'adhésion de la Turquie est retenu mais les négociations commenceront ultérieurement.

² L'Union européenne a reconnu ce génocide en 1987.

³ Décision du Traité de Rome du 29 octobre 2004 (traité établissant une constitution pour l'Europe).

En 1997, la seconde tentative d'adhésion de la part de la Turquie, dix ans après la première, se solde par un nouvel échec. Pourtant, depuis 40 ans, l'Union européenne a fait, sans conviction, toute une série de promesses qui l'obligeront, peut-être, *in fine*, à accepter la Turquie. Enfin, en octobre 2005 est signé un accord permettant l'ouverture de négociations dont l'objectif est l'adhésion.

Si l'aspect politique *prime* pour justifier ce rejet de la Turquie, l'aspect économique ne doit pas être négligé voire oublié et ce, essentiellement, pour trois raisons. La première concerne les avantages mutuels de la Turquie et de l'UE à une telle adhésion. L'avantage incontestable de l'adhésion de la Turquie pour l'Union européenne est de permettre à cette dernière d'asseoir son poids au niveau mondial puisque l'adhésion turque ouvrirait les portes de l'Orient et de l'Asie à l'Europe. Elle permettrait également d'avoir un nouveau marché très expansionniste puisqu'en phase de rattrapage. Pour la Turquie, les avantages d'une adhésion à l'Union sont évidents : amélioration de la crédibilité des politiques économiques, stabilité financière et rattrapage économique avec les réformes économiques. La seconde est la mise en place de l'accord d'union douanière, entré en vigueur en 1996, faisant de la Turquie un partenaire privilégié. La troisième est qu'une adhésion à l'Union européenne implique à plus ou moins long terme une adhésion à l'Union économique et monétaire (UEM) et donc l'adoption de l'euro. Le respect des [5] critères de convergence nominale est dès lors indispensable.

Kibritçioğlu (2000) étudie une telle question en analysant quelques variables macroéconomiques telles que l'inflation, la croissance et le commerce turc. Il regarde dans quelles perspectives, la Turquie, à l'image de Chypre, pourrait adopter ou non la monnaie unique européenne. Il conclut que la Turquie ne peut pas adopter l'euro à cause notamment de l'inflation qui est beaucoup trop élevée. Temprano-Arroyo et Feldman (1998) et Fischer et *alii* (1998) étudient si les pays d'Europe centrale et la Turquie respectent les critères du Traité de Maastricht. La quasi-totalité ne remplit pas les cinq critères.

L'objectif de ce papier est d'aborder l'aspect économique de l'adhésion de la Turquie en dressant un état des lieux des convergences nominale et réelle entre la Turquie et l'Union européenne à 15 pays (UE 15) entre 1985 et 2006. Ces convergences sont estimées de manière dynamique à l'aide de modèles *espace-état* dont les coefficients sont mesurés par un filtre de Kalman.

Le papier s'organise de la manière suivante : la section 2 discute de la nécessité et des fondements d'une convergence nominale ou réelle. La section 3 décrit la méthodologie utilisée, la section 4 présente les résultats obtenus et, enfin, la section 5 conclut.

2. Fondements et nécessité de critère de convergence

L'élargissement de l'UE aux nouveaux membres est un projet ambitieux parce qu'ils ont des niveaux de vie différents (et inférieurs) à celui des 15 pays de l'UE (Sokic, 2006). L'une des priorités de l'UE est de rapprocher les niveaux de vie des différents pays les uns des autres.

L'existence d'écart importants peut alors être la source de nombreuses inquiétudes de la part des populations. Une des priorités de l'UE est ainsi d'observer une convergence réelle sans en définir explicitement les objectifs et les moyens. La convergence réelle est alors assimilée à un phénomène de rattrapage. Il s'agit d'un processus long qui doit rester l'objectif des pays nouvellement admis dans l'UE. Par ailleurs, l'adhésion des nouveaux membres a aussi, implicitement, pour objectif l'adoption, à plus ou moins long terme, de l'euro. L'entrée dans l'UEM est alors conditionnée à une convergence nominale dont les objectifs sont, eux, clairement définis.

Par ailleurs, ces deux types de convergence peuvent se compléter mais également "jouer" l'un contre l'autre. Tout d'abord, l'horizon temporel n'est pas le même. Si la convergence nominale peut s'établir en quelques années, il faut un délai beaucoup plus long pour établir une convergence réelle. L'idée sous-jacente à la recherche d'une convergence nominale rapide est l'adoption de l'euro mais il n'est pas sûr qu'elle soit, pour le moment, adaptée à certains pays d'Europe centrale et orientale (PECO) (Jacquelin, 2004). En effet, l'utilisation d'une politique monétaire unique dans une union monétaire hétérogène peut aggraver les conditions économiques de certains pays et améliorer celles des autres (Barran et alii, 1996).

Ensuite, la volonté de réduire l'inflation et les déficits publics contraint les pays à mener des politiques économiques (monétaire et budgétaire) restrictives, ce qui ne va pas dans le sens d'une croissance soutenue. Cette volonté peut même être perçue comme contre-productive puisque la plupart des nouveaux membres de l'Union sont des pays en transition caractérisés par des taux d'inflation plus élevés que la moyenne européenne (effet Balassa-Samuelson) et des déficits publics chroniques (besoin de financement pour la croissance).

Enfin, la stabilité du taux de change peut être rendue difficile en raison de la tendance à l'appréciation réelle qui résulte de l'élévation du niveau de vie et du développement de l'activité.

Dans le cadre de l'UEM, l'adoption de critère de convergence (nominale) a été élaborée au début des années 1990 avec le rapport de la Commission Delors (Emerson et alii, 1990) et l'adoption du Traité de Maastricht (1992). Cette adoption est effectuée pour évaluer la qualité

du *policy-mix* (Barthe, 2003) mais également pour satisfaire la volonté de certains pays (l'Allemagne en tête) de garantir une union monétaire crédible avec des institutions fortes.

Les exigences sur l'inflation et le taux de change concernent la politique monétaire et celles sur les taux d'intérêt à long terme, le déficit public et l'endettement concernent la politique budgétaire.

Par ailleurs, les exigences de convergence de taux d'inflation et budgétaire sont fortement liées à la crainte que l'union monétaire ne souffre d'un biais inflationniste (De Grauwe, 1999). Pour éviter tous risques de défaut de paiement ou de contagion financière, il a été établi, sur propositions allemandes, un Pacte de stabilité et de croissance visant à sanctionner le non-respect de règles budgétaires définies initialement.

Enfin, la volonté de convergence des taux de change visait à ne pas inciter un pays à dévaluer sa monnaie juste avant le début de l'union pour en tirer un avantage. Quant à la convergence des taux d'intérêt à long terme, elle rejoint la volonté de finances publiques *saines* pour ne pas favoriser des mouvements de capitaux trop intenses et volatiles (Narassiguin, 1992).

3. Mesurer la convergence

3.1 Quelle définition et quelle mesure ?

Si la notion de convergence est clairement définie en mathématiques, elle est, par contre, moins précise en économie. La notion de convergence est utilisée dans plusieurs domaines de l'économie avec des approches différentes.

En mathématiques, la convergence signifie que la différence entre deux variables s'atténue au fil du temps ou converge vers une valeur constante c . Ainsi :

$$\lim_{t \rightarrow \infty} (X_t - Y_t) = c$$

Nous pouvons prolonger cette définition aux variables macroéconomiques. Deux pays, i et j , convergent aléatoirement dans le temps, pour une variable X , si, pour toute constante arbitrairement faible ε , il existe une date t^* à partir de laquelle l'espérance mathématique de l'écart entre les variables $X_{i,t}$ et $X_{j,t}$ devient inférieur ou égal à cette constante (Hanaut et alii, 1997). Nous parlons alors de convergence stochastique. Plus formellement, nous considérons que $X_{i,t}$ et $X_{j,t}$ convergent aléatoirement dans le temps si :

$$\forall \varepsilon \cong 0, \exists t^* / t \geq t^* \quad E(X_{i,t} - X_{j,t}) \leq \varepsilon$$

où E désigne l'espérance mathématique.

Le problème concerne désormais la matérialisation concrète de cette définition. Dans le domaine de l'économie, les travaux empiriques sur la convergence ne font pas ressortir de mesure unique. Il n'existe pas de consensus. Ces travaux peuvent être regroupés en trois ensembles⁴.

Indicateur de dispersion

Cette méthode étudie l'évolution dynamique de la dispersion des séries. Cet indicateur se calcule en coupe transversale à partir de la variance ou de l'écart-type de la répartition des PIB par tête. Dans le domaine de la croissance économique, il s'agit de la notion de *sigma*-convergence (σ -convergence). Les critiques à cette méthode concernent l'année de référence qui « conditionne » les résultats et la sensibilité aux perturbations (Barro et Sala-i-Martin, 1992 ; Quah, 1996)⁵.

Test de régression sur la moyenne

Cette méthode est fondée sur des régressions, pour différents pays, de la moyenne des taux de croissance du PIB réel par tête sur les niveaux initiaux de la même variable. Le raisonnement consiste alors à postuler que, s'il y a convergence des niveaux, les pays dont le niveau initial était faible devraient croître plus rapidement (Baumol, 1986 ; Barro, 1990 ; Barro et Sala-i-Martin, 1992). Le coefficient de régression devrait ainsi être négatif. La plupart de ces études tend à conforter l'idée d'une convergence réelle. Dans le domaine de la croissance économique, il s'agit de la notion de *bêta*-convergence (β -convergence).

Cependant, ce type de convergence est sujet à quelques critiques notamment sur la stationnarité des variables. En effet, si les variables ne sont pas stationnaires, les conditions initiales sont mal définies (Evans, 1996). Quah (1992) montre également que la corrélation simple entre les conditions initiales et la moyenne des taux de croissance n'apporte aucune information sur la convergence. Avec des séries longues, par la loi des grands nombres, la moyenne des taux de croissance des différentes économies converge en probabilité vers le même chiffre ; les conditions initiales sont, elles, indépendantes de la longueur de l'échantillon. Si les différences premières du PIB sont stationnaires, la moyenne sur l'échantillon des taux de croissance des différentes économies étudiées converge vers une grandeur indépendante des conditions initiales. Par conséquent, tout estimateur de corrélation

⁴ Se reporter à Barro et Sala-i-Martin (1996) et Le Pen (1997) pour une revue complète de la littérature. Elle concerne, essentiellement, la mesure de la convergence dans les théories de la croissance économique.

⁵ Si les pays étudiés subissent un choc en début de période diminuant leur écart-type jusqu'à le rendre inférieur à son niveau de long terme, nous observerons un accroissement de cet écart-type au cours du temps.

entre la moyenne des taux de croissance et les conditions initiales tend en probabilité vers 0, que le pays converge ou pas⁶.

La convergence par la cointégration

Ce dernier ensemble prend en compte les critiques adressées à l'ensemble précédent. La convergence entre deux variables implique que leur différence soit une variable constante. Ainsi, deux séries non stationnaires (ou intégrées d'ordre 1), convergent si elles sont cointégrées. Plus formellement, la convergence doit respecter les points suivants :

- X_{it} et Y_{it} sont cointégrées ;
- $(1 \ -1)$ est le vecteur de cointégration ;
- L'écart entre X_{it} et Y_{it} est stationnaire.

Dès lors, la cointégration apparaît comme une condition nécessaire mais non suffisante pour parler de convergence. Cette démarche a notamment été utilisée, une nouvelle fois, en théorie de la croissance économique par Bernard (1991), Quah (1992) et Bernard et Durlauf (1995)⁷.

L'hypothèse de convergence est acceptée si les écarts des PIB par tête des pays étudiés ne peuvent s'éloigner durablement de 0, c'est-à-dire s'ils sont de moyenne nulle.

Outre les questions propres aux théories de la croissance économique ou aux tests de racines unitaires (Bernard et Durlauf, 1996 ; Evans et Karras, 1996), la principale critique que l'on peut adresser à la convergence par la cointégration est l'inaptitude de cette dernière à saisir la convergence comme un processus dynamique, c'est-à-dire graduel et continu.

3.2 L'utilisation du filtre de Kalman

Pour mesurer le processus de convergence, tant nominale que réelle, nous pourrions employer la méthodologie des tests de cointégration. Toutefois, l'acceptation ou le refus d'une telle relation entre les variables étudiées ne permettraient pas de savoir si, au fil du temps, elles convergent les unes vers les autres ou pas. Elle permet uniquement de détecter (ou non) le nombre de tendances stochastiques communes. Elle ne permettrait pas de détecter des changements dans le processus de convergence dus à un *choc* (comme une crise de change, une crise politique *aiguë*, ...). Par ailleurs, comme le rappellent Hanaut et *alii* (1997), le Traité de Maastricht suppose que les pays sont en voie de converger et non pas qu'ils aient déjà convergés. Aussi, dans de telles circonstances, il est utile de recourir à une méthodologie

⁶ Pour une critique plus détaillée de la σ et de la β -convergence, se reporter à Quah (1993, 1995, 1996 (a), (b), (c)) ou à Le Pen (1997).

⁷ Nous pouvons également citer les études de Campbell et Mankiw (1989) et Cogley (1990).

avec des paramètres variables dans le temps qui permettront d'analyser l'information au fur et à mesure qu'elle sera disponible. Les modèles *espace-état* dont les coefficients sont estimés à l'aide du filtre de Kalman constituent alors un outil adéquat pour mesurer ce processus de convergence. Cette conception de la convergence est moins contraignante que la cointégration puisque cette dernière implique $E(X_{i,t} - X_{j,t}) = 0$ et $Var(X_{i,t} - X_{j,t}) < \infty$ (Gouriéroux et Monfort, 1995). En économie, cette méthode fut initialement proposée par Haldane et Hall (1991) et Hall et alii (1992).

Supposons une variable X pour deux pays i et j . Nous pouvons mesurer la convergence de X_i vers X_j par le modèle *espace-état* suivant :

$$X_{j,t} = \gamma_t + \theta_t X_{i,t} \quad (1)$$

L'équation (1) est une équation de mesure où γ_t et θ_t sont des coefficients variables⁸ dont les évolutions sont données par les équations d'état suivantes :

$$\gamma_t = \gamma_{t-1} + \eta_{1,t} \quad (2)$$

$$\theta_t = \theta_{t-1} + \eta_{2,t} \quad (3)$$

La convergence se traduirait, dans l'équation (1), par un coefficient $\gamma = 0$ et un coefficient $\theta = 1$.

Cependant, une telle mesure de la convergence est particulière puisqu'elle ne mesure la convergence qu'entre les pays i et j . Elle ne prend pas en compte un éventuel pays *tiers*. L'introduction d'un pays *tiers* permet de détecter la convergence du pays i vers le pays j ou du pays i vers le pays *tiers*.

En introduisant une telle hypothèse, nous devons modifier l'équation de mesure (1) pour la réécrire comme :

$$(X_{j,t} - X_{i,t}) = \alpha_t + \beta_t (X_{j,t} - X_{k,t}) \quad (4)$$

où α_t et β_t sont des coefficients variables dont les évolutions sont données par les équations d'état suivantes :

$$\alpha_t = \alpha_{t-1} + \eta_{1,t} \quad (5)$$

$$\beta_t = \beta_{t-1} + \eta_{2,t} \quad (6)$$

⁸ Si ces coefficients étaient fixes, l'équation (1) ne serait rien de plus qu'une éventuelle relation de cointégration dont le vecteur cointégrant serait $(1 \ -\theta)$.

$X_{k,t}$ représente la variable X du pays k (k étant le pays *tiers*) à la date t . α , s'il est correctement spécifié, tend vers 0, indépendamment de tout processus de convergence. Il s'agit d'un bruit blanc et doit être nul en moyenne. Nous considérerons qu'il y a convergence si α_t est en moyenne nulle et si β_t tend vers 0 au cours de la période ; nous parlerons de *faible* convergence si α_t est constant mais pas nécessairement nul et si β_t tend vers 0 (Babetskii, 2002).

Nous devons apporter à présent une précision. Elle concerne le dilemme concernant les pays de référence, correspondant aux lettres j et k dans l'équation (4). En règle générale, le pays k est censé représenter le reste du monde et c'est pourquoi nous choisissons les États-Unis pour représenter le pays k dans l'équation (4). Pour la lettre j , voulant mesurer la convergence de la Turquie vers l'UE, nous choisissons l'Union européenne à 15 pays (UE 15) pour la symboliser. Pour notre étude, l'interprétation des résultats sera assez simple : lorsque le coefficient β tend vers 0, la variable (nominale ou réelle) turque converge vers celle de l'UE 15 et lorsque le coefficient β tend vers 1, la variable tend vers celle des États-Unis.

Enfin, dans chaque calcul, pour la convergence réelle et nominale, nous avons introduit 3 variables *dummy* pour les crises de change qui ont frappé la Turquie en 1994, 1999 et 2001 ; dans certains calculs, les variables pour l'UE 15 ont été remplacées par celles de l'Allemagne lorsqu'elles n'étaient pas disponibles. Ce fut le cas pour le taux de chômage et les taux d'intérêt à long terme. Les données ainsi que leur périodicité sont décrites dans l'annexe 6.1.

4. Convergences nominale et réelle

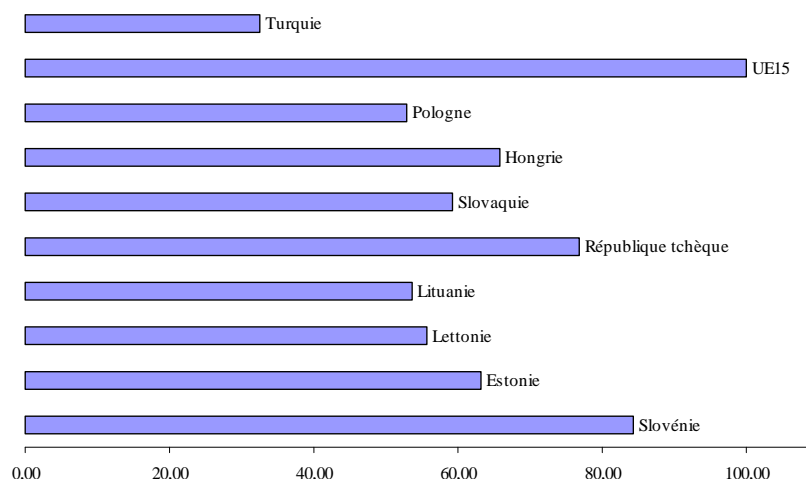
4.1 Délais de convergence

Avant de présenter la méthodologie et les résultats obtenus pour chaque type de convergence, nous proposons d'effectuer un "petit" exercice en matière de convergence réelle.

Si nous approximations la richesse et le niveau de développement d'un pays par le PIB par tête, nous pouvons mesurer l'éventuel écart entre la Turquie et l'Union européenne. Nous pouvons, dans un premier temps, faire ressortir les disparités en effectuant le calcul suivant :

$$\frac{PIB / tête_{Turquie}}{PIB / tête_{UE15}}$$

Ce calcul est effectué pour l'année 2006. Une comparaison est effectuée avec les 8 PECO ayant intégré l'UE en mai 2004. Le graphique 1 présente les résultats.

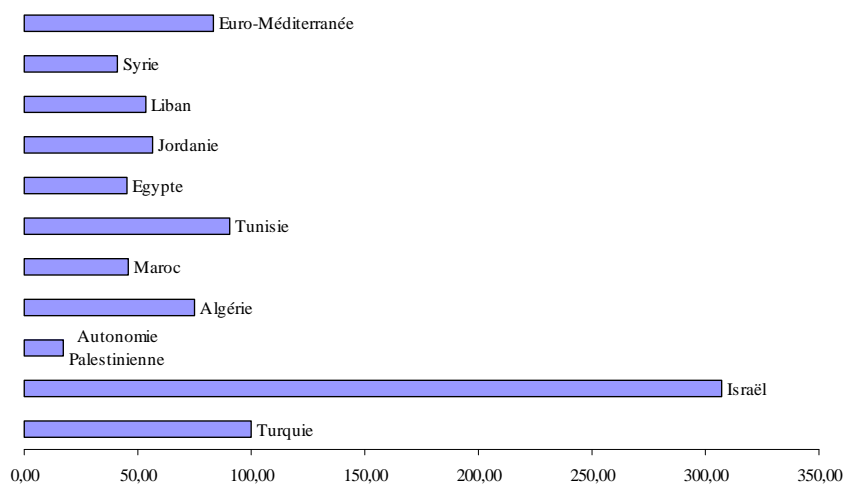


Graphique 1 : disparités entre la Turquie, les PECO et l'UE 15 calculées à partir du PIB par tête PPA.

Source : calcul de l'auteur à partir de données *CHELEM*, Cepii.

Nous constatons que la Turquie est très inférieure par rapport à l'UE 15 et même par rapport aux derniers entrants. En 2006, le PIB turque représentait 32,5% du PIB de l'UE 15.

Si, à présent, nous effectuons une comparaison entre la Turquie et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée⁹, nous voyons que la Turquie est beaucoup plus proche de ces pays qu'elle ne l'est des pays de l'UE 15 et des nouveaux États membres. Le graphique 1 *bis* présente cette évaluation.



Graphique 1 *bis* : disparités entre la Turquie et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, calculées à partir du PIB par tête PPA¹⁰.

Source : calcul de l'auteur à partir de données *CHELEM*, Cepii.

⁹ En 2004, les pays membres du partenariat euro méditerranéen sont, outre la Turquie et l'UE 25, la Syrie, le Liban, Israël, la Jordanie, l'Autorité Palestinienne, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie (Parlement européen, 2000 ; *Questions Internationales*, 2004)

¹⁰ Euro-Méditerranée représente une moyenne simple des 10 pays la composant.

Toutefois, si ces calculs font ressortir les disparités à une date donnée, ici 2006, il serait intéressant de disposer d'une perspective dynamique. Dès lors, nous pouvons calculer le délai nécessaire à la Turquie pour rattraper le niveau du PIB de l'UE 15. Pour effectuer ce calcul, nous devons émettre quelques hypothèses au sujet de la croissance des PIB turc et européen ainsi que de leur population respective. Deux alternatives peuvent être envisagées : la première consiste à calculer le délai de convergence selon différents taux de croissance du PIB mais en supposant la croissance de la population égale à 0 ; la seconde effectue un calcul identique en tenant compte de la croissance des populations turque et européenne.

Pour alléger nos tableaux, nous adopterons les notations suivantes : g_{UE} et g_{TUR} sont les taux de croissance de l'UE 15 et de la Turquie ; n_{UE} et n_{TUR} sont les taux de croissance respectifs des populations européenne et turque. Pour alléger nos calculs, nous ne présentons les résultats que pour la première alternative¹¹.

Les hypothèses de croissance de la Turquie sont basées sur les faits observés (présentés *supra*) ainsi que sur les estimations de l'OCDE. Pour l'Union européenne, les hypothèses sont également basées sur les faits observés ainsi que sur les rapports de l'OCDE et de la Commission européenne.

Tableau 1 : délai nécessaire pour rattraper le PIB de l'UE 15

g_{UE} (en %)	0					1				
g_{TUR} (en %)	2	4	5	6	8	2	4	5	6	8
Délai de convergence (en années)	57	29	23	19	15	114	38	29	23	18

Source : CHELEM, Cepii.

Notes : calcul de l'auteur effectué à partir du PIB par tête évalué en PPA.

La croissance des populations turque et européenne est nulle : $n_{UE} = n_{TUR} = 0$.

Tableau 1 bis : délai nécessaire pour rattraper le PIB de l'UE 15

g_{UE} (en %)	2					3				
g_{TUR} (en %)	2	4	5	6	8	2	4	5	6	8
Délai de convergence (en années)	-	58	39	29	20	-	116	58	39	24

Source : CHELEM, Cepii.

Notes : calcul de l'auteur effectué à partir du PIB par tête évalué en PPA.

La croissance des populations turque et européenne est nulle : $n_{UE} = n_{TUR} = 0$.

¹¹ Les calculs concernant la seconde alternative sont disponibles auprès de l'auteur sur simple demande.

Nous constatons que le délai de convergence est assez fort lorsque les hypothèses de croissance sont « raisonnables », c'est-à-dire une croissance turque comprise entre 4 et 6% et une croissance européenne comprise entre 1 et 3%. Selon ces différentes hypothèses, il faudrait entre 18 et 116 ans pour que le PIB par tête turc converge vers le PIB par tête de l'UE 15.

Il faut souligner que ces calculs sont effectués à un moment donné et sous l'hypothèse de taux de croissance constants et relativement élevés, dans certains cas, durant toute la période de transition. Nous pouvons imaginer qu'une nouvelle crise économique en Turquie comme il s'en est déjà produit cette dernière décennie pourrait ralentir ce processus.

Sokic (2006) élabore des scénarii comparables pour les PECO adhérant à l'UE en 2004. Pour des hypothèses de croissance de 0 et 2% pour l'UE 15 et de 4,5 et 5% pour les PECO, il trouve que les délais de convergence oscillent entre 32 ans (pour la Lettonie) et 8 ans (pour la Slovaquie).

4.2 La convergence nominale

La convergence nominale est appréciée dans la perspective d'une adoption de la monnaie unique. Si cette perspective peut apparaître très lointaine, voire impossible, la question d'une adhésion de la Turquie à l'UE pose, implicitement, celle de l'adhésion à l'UEM.

Avant d'étudier le degré de convergence nominale, nous proposons d'étudier les données relatives à cette étude. Les données utilisées pour la convergence nominale sont décrites dans l'annexe 6.1 et concernent le taux de change [nominal] de la livre turque (par rapport à l'euro et au dollar américain), le taux d'inflation et le taux d'intérêt à long terme.

Le taux d'inflation et le taux d'intérêt à long terme restent supérieurs, en moyenne, à ceux de l'UE (tableaux 4 et 5). Ces « dérives » puis ces réductions sont le fruit des trois crises de 1994, 1999 et 2001 ainsi que du plan de rigueur adopté depuis 2001 pour sortir la Turquie du marasme économique. La détente des taux domestiques, rendue possible par une certaine confiance des marchés envers l'économie turque, ainsi que la réappréciation de la livre turque ont permis à l'inflation de diminuer considérablement passant de 73% en 2002 à 8,1% en 2005. La livre turque a un parcours beaucoup plus *chaotique* (graphique 7). Victime de trois crises de change en 8 années, elle a subi de nombreuses modifications ces deux dernières décennies. Depuis 2002, la livre turque est assez volatile même si une relative stabilisation s'observe depuis 2005.

Pour le déficit et la dette publics, nous ne disposons pas de données suffisamment élevées pour procéder à une analyse de convergence. Nous nous en tiendrons à une analyse « descriptive ». Depuis 2000, les déficits et la dette (tableaux 3 et 3 *bis*) se réduisent considérablement. Le besoin de financement est ainsi passé de -33% du PIB à -1,2% du PIB. Le déficit turc devenant inférieur à ceux de l'UE et des États-Unis. La diminution du déficit budgétaire a également bénéficié de la détente des taux d'intérêt et de la réappréciation de la livre. La conséquence sur la dette est instantanée passant de 104,4% du PIB à 69,6%. La dette turque reste supérieure à celle de l'UE mais si l'on compare à quelques pays de l'UE, elle est inférieure à celle de l'Italie (106,8%) et de la Belgique (80%).

L'explication de la dégradation de la dette trouve son origine non seulement dans les déficits budgétaires tout au long des années 1990 mais aussi dans la recapitalisation des banques publiques qui furent les grandes victimes des crises financières notamment celle de 2001 (Faure, 2005).

Les taux de change nominaux

Pour la convergence des taux de change nominaux, il s'agit de voir comment la livre turque se comporte par rapport à l'euro et au dollar. L'évolution de la monnaie turque est des plus intéressantes étant donné le nombre d'attaques spéculatives (3) qu'elle a subi ces 15 dernières années.

La mesure du processus de convergence pour les taux de change nominaux s'effectue de la manière suivante :

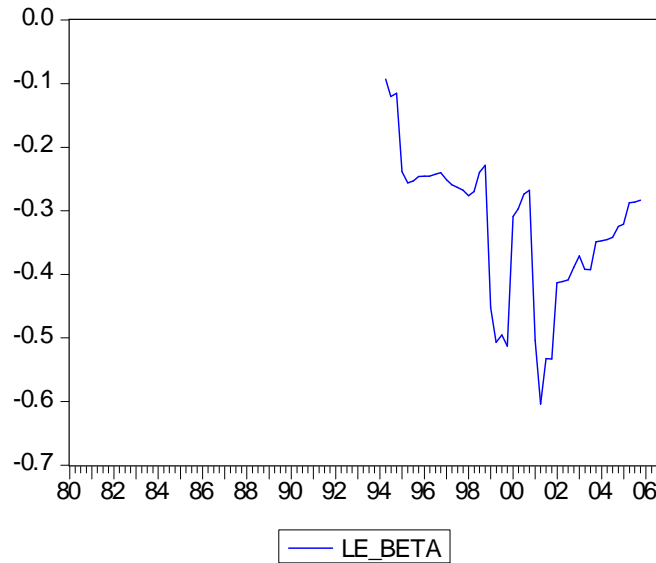
$$\log E_{euro/\$} - \log E_{\pounds/\$} = \alpha_t + \beta_t (\log E_{euro/\$} - \log E_{\$/\$}) \quad (7)$$

où $\log E_{euro/\$}$, $\log E_{\pounds/\$}$ et $\log E_{\$/\$}$ sont les logarithmes des taux de change de l'euro¹², de la livre turque et du dollar par rapport au dollar. La cotation est effectuée à l'incertain. Comme le dollar sert de référence, nous avons $E_{\$/\$} = 1$. Par conséquent $\log E_{\$/\$} = 0$. Dès lors, nous pouvons réécrire l'équation de mesure (7) comme :

$$\log E_{euro/\$} - \log E_{\pounds/\$} = \alpha_t + \beta_t \log E_{euro/\$} \quad (8)$$

Avec α_t et β_t les paramètres variables dont les évolutions sont données par les équations d'état décrites par (5) et (6).

¹² Avant 1999, le taux de change de l'euro par rapport au dollar est construit grâce au taux de change mark/dollar et au poids du mark dans l'écu définis au 31 décembre 1998 (voir Barthe, 2003).



Graphique 2 : estimation du paramètre β du modèle *espace-état*¹³.

La livre turque a connu trois attaques en 1994, 1999 et 2001. Graphiquement, nous voyons que ces attaques ont tendance à éloigner la livre turque de l'euro. Toutefois, depuis la dernière crise, la monnaie turque aurait plutôt tendance à évoluer dans le même sens que l'euro ou, plus exactement, à se détacher de l'évolution du dollar. Officiellement, depuis 2001, la Turquie a un régime de change flottant *administré* (Barisitz, 2005). Depuis 2001, la Turquie a abandonné le régime de currency board. Par ailleurs, la banque centrale turque n'intervient qu'occasionnellement sur le marché des changes. Ses interventions sont toujours marginales et ne suivent aucun calendrier. Par ailleurs, la Turquie, depuis 2005, a procédé à la *dédollarisation* des dépôts bancaires. Le dollar américain n'est ainsi plus une référence comme il a pu l'être dans les années précédentes.

Dans une étude sur les futurs membres de la zone euro, Hanaut et *alii* (1997) montrent que la plupart des monnaies européennes évoluent dans le sens du deutsche mark et ce, notamment, grâce à la mise en place du Système monétaire européen. Dans le cas turc, cette réponse ne peut être avancée puisque la livre turque n'évolue pas dans le Mécanisme de change européen (MCE). Toutefois, la mise en place d'un accord douanier entre l'UE et la Turquie peut inciter cette dernière à limiter les fluctuations de sa monnaie par rapport à l'euro pour accroître son commerce¹⁴.

¹³ L'absence de valeur entre 1985 et 1993 est due au fait que le taux de change livre turque/dollar est égal à 0 jusqu'en 1992.

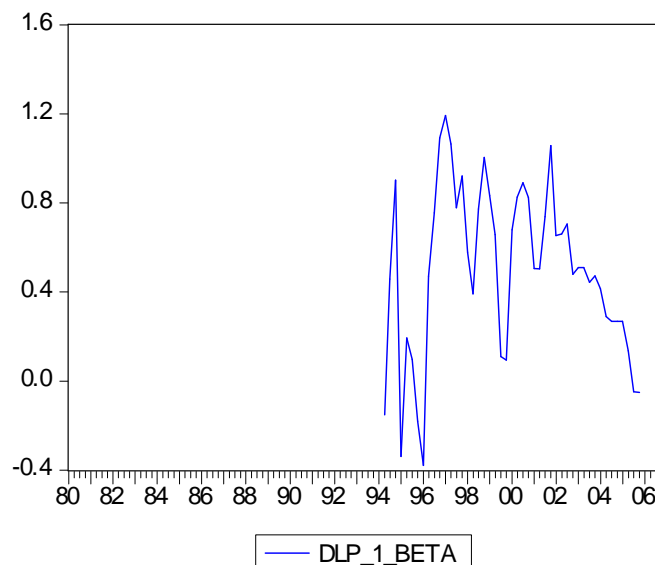
¹⁴ Outre l'accroissement de son commerce, la Turquie peut également chercher à le préserver car son commerce avec l'Union européenne est très élevé (se reporter à l'annexe 6.2 pour les indicateurs de dépendance et d'intégration commerciales).

Les taux d'inflation

La mesure du processus de convergence pour les taux d'inflation s'effectue de la manière suivante :

$$\log \Pi_{UE15} - \log \Pi_{TUR} = \alpha_t + \beta_t (\log \Pi_{UE15} - \log \Pi_{EU}) \quad (9)$$

où $\log \Pi_{UE15}$, $\log \Pi_{TUR}$ et $\log \Pi_{EU}$ sont les logarithmes des taux d'inflation de l'UE 15, de la Turquie et des États-Unis. Avec α_t et β_t les paramètres variables dont les évolutions sont données par les équations d'état décrites par (5) et (6).



Graphique 3 : estimation du paramètre β du modèle *espace-état*.

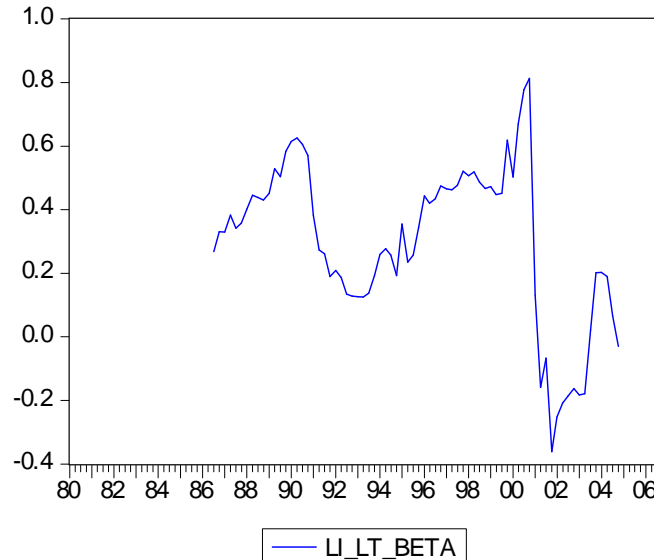
Comme pour les taux de change, les crises de change que la livre turque a connu, marquent une divergence dans l'évolution du taux d'inflation turc par rapport au taux européen. L'objectif de la banque centrale, devenue indépendante depuis 2001, est la stabilité des prix. En regardant les statistiques de l'annexe 6.2, cet objectif est en passe d'être atteint. Par ailleurs, il semble que le taux d'inflation turc converge vers celui de la zone européenne. L'objectif de stabilité des prix poursuivi par la banque centrale peut expliquer ce fait puisqu'il est identique à celui de la Banque centrale européenne.

Les taux d'intérêt à long terme

La mesure du processus de convergence pour les taux d'intérêt à long terme s'effectue de la manière suivante :

$$\log i_{ALL} - \log i_{TUR} = \alpha_t + \beta_t (\log i_{ALL} - \log i_{EU}) \quad (10)$$

où $\log i_{ALL}$, $\log i_{TUR}$ et $\log i_{EU}$ sont les logarithmes des taux d'intérêt à long terme de l'Allemagne, de la Turquie et des États-Unis. Avec α_t et β_t les paramètres variables dont les évolutions sont données par les équations d'état décrites par (5) et (6).



Graphique 4 : estimation du paramètre β du modèle *espace-état*.

Relativement divergents dans les années 1980 et 1990, les taux d'intérêt à long terme semblent converger vers ceux de l'Allemagne. La baisse du coefficient β entre 2000 et 2002 est due à la troisième crise de change turque¹⁵.

La convergence des taux vers ceux de l'Allemagne peut résulter de plusieurs facteurs parmi lesquels une crédibilité retrouvée de la politique monétaire. En effet, la politique monétaire turque, depuis 2001, est qualifiée par les analystes de prudente et responsable (Faure, 2005). Les engagements de la banque centrale en matière d'intervention sur le marché des changes (interventions occasionnelles et marginales sans aucun calendrier), le respect des objectifs quantitatifs de base monétaire et de réserves de change fixés avec le FMI et la détente prudente des taux d'intérêt directeurs ont, en quelque sorte, "liés" les mains du banquier central turc et assis la crédibilité de la banque centrale auprès des marchés financiers. Par ailleurs, en regardant les finances publiques (tableau 3 et 3 bis de l'annexe 6.1), nous voyons que les déficits budgétaires diminuent considérablement réduisant par conséquent la dette

¹⁵ Pour un détail de la crise turque de 2001, voir, par exemple, Héricourt (2005).

publique¹⁶. La Turquie affiche ainsi de meilleures finances publiques que certains pays comme la Grèce¹⁷, l'Italie ou, mais davantage pour la dette, la Belgique.

Par ailleurs, il est "normal" que les taux d'intérêt à long terme turcs convergent vers ceux de la zone euro et non pas vers ceux des États-Unis puisque ces derniers connaissent d'importants déficits budgétaires depuis la présidence Bush alors que les pays de l'UE sont tenus de respecter le Pacte de stabilité et de croissance. Ainsi, les contraintes imposées par le FMI suite à la crise de 2001, rapprochent les taux d'intérêt turcs des taux européens.

4.3 La convergence réelle

La convergence réelle, nous l'avons dit, est un processus beaucoup plus long que la convergence nominale. Par ailleurs, en Europe, à l'inverse de la convergence nominale, il n'existe aucune contrainte sur la convergence réelle.

Comme pour les données nominales, nous proposons quelques faits stylisés des données réelles avant d'étudier le processus de convergence. Les données réelles concernent le taux de chômage, le taux de change réel et le PIB [réel] par tête. Il y a peu de données concernant le taux de chômage ce qui, nous le verrons *supra*, nous amènera à relativiser nos résultats. Si nous observons le taux de change réel de la livre turque (graphique 8), nous constatons qu'il est plus stable que celui de l'Union européenne. La croissance du PIB (tableau 7) est assez forte depuis les années 1980 malgré les crises de 1994, 1999 et 2001. L'économie turque a toujours su redémarrer après une crise. Elle apparaît habituée à ces périodes de « stop and go » même si depuis la dernière crise économique, la stabilisation macroéconomique apparaît meilleure et la croissance plus forte (7,5% en moyenne sur 2002-2004, 5% en 2005) que lors des précédentes crises.

Les taux de chômage

La convergence réelle basée sur le taux de chômage n'est pas très appréciable du fait de la taille limitée de l'échantillon.

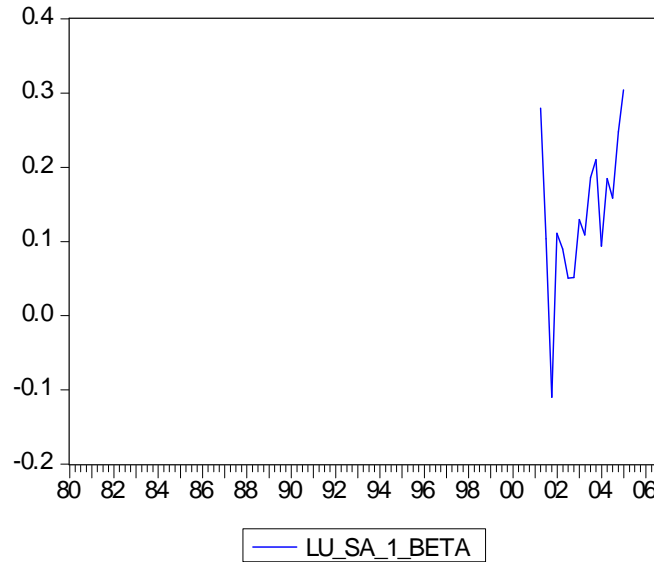
La mesure de la convergence des taux de chômage s'effectue de la manière suivante :

$$\log U_{ALL} - \log U_{TUR} = \alpha_t + \beta_t (\log U_{ALL} - \log U_{EU}) \quad (11)$$

¹⁶ La dette publique est passée de 104% du PIB en 2001 à 70% en 2005 (Eurostat, 2007).

¹⁷ La position budgétaire grecque doit toutefois être relativisée. En effet, après avoir atteint des déficits très importants, les finances publiques semblent revenir dans la norme. En 2007, les comptes publics ont été affectés par les incendies de l'été et la campagne électorale. Toutefois, alors que le déficit grec atteignait 7,9% du PIB en 2004, il est passé à 2,7% en 2007 et la prévision du gouvernement est chiffrée à 1,6% pour 2008 (*Investir*, 2007).

où $\log U_{ALL}$, $\log U_{TUR}$ et $\log U_{EU}$ sont les logarithmes des taux de chômage de l'Allemagne, de la Turquie et des États-Unis. Avec α_t et β_t les paramètres variables dont les évolutions sont données par les équations d'état décrites par (5) et (6).



Graphique 5 : estimation du paramètre β du modèle *espace-état*.

Nous observons une divergence du taux de chômage turc par rapport au taux européen. Cette divergence est “facilement” interprétable du fait des différences (organisationnelle, institutionnelle et structurelle) entre les deux marchés du travail.

Les taux de change réels

La mesure du processus de convergence pour les taux de change réels s’effectue de la manière suivante :

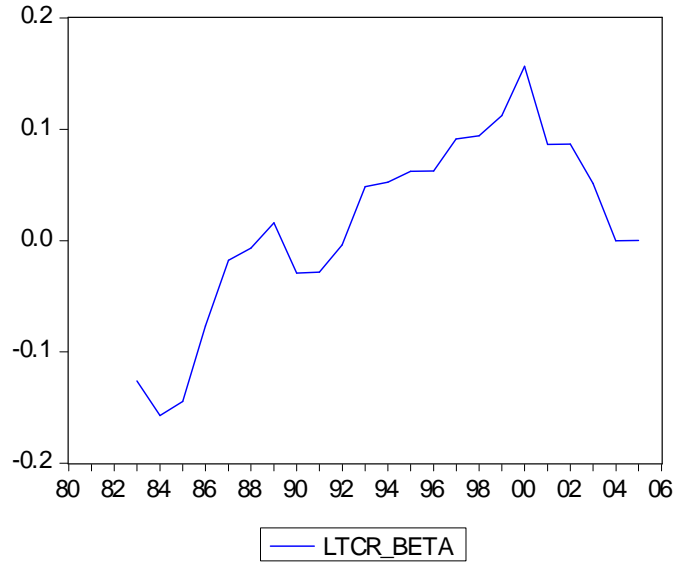
$$\log R_{euro/\$} - \log R_{\$/\$} = \alpha_t + \beta_t (\log R_{euro/\$} - \log R_{\$/\$}) \quad (12)$$

où $\log R_{UE15}$, $\log R_{TUR}$ et $\log R_{EU}$ sont les logarithmes des taux de change réels de l’UE 15, de la Turquie et des États-Unis. Comme le dollar est de nouveau la monnaie de référence, nous avons $R_{\$/\$} = 1$. Par conséquent $\log R_{\$/\$} = 0$.

Dès lors, nous pouvons réécrire l’équation de mesure (12) comme :

$$\log R_{euro/\$} - \log R_{\$/\$} = \alpha_t + \beta_t \log R_{euro/\$} \quad (13)$$

Avec α_t et β_t les paramètres variables dont les évolutions sont données par les équations d’état décrites par (5) et (6).



Graphique 6 : estimation du paramètre β du modèle *espace-état*.

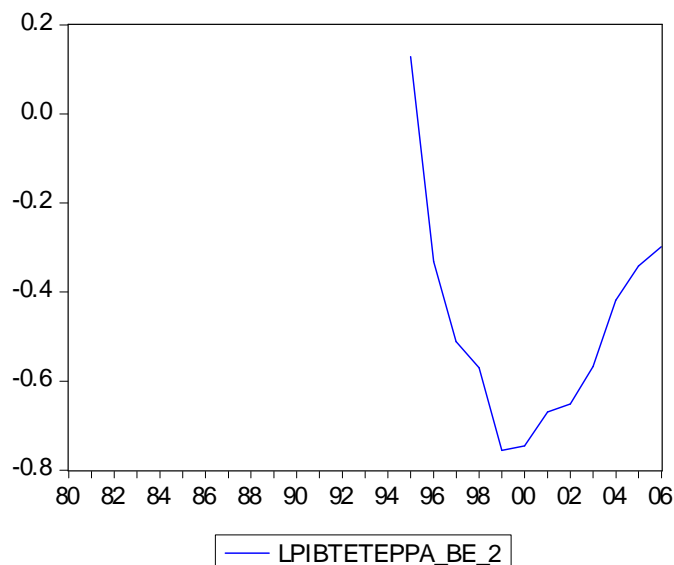
On constate que le taux de change réel turc a connu une lente convergence même si la fin des années 1990 a marqué une (très) légère divergence.

Le PIB par tête

La mesure du processus de convergence pour le PIB par tête s'effectue de la manière suivante :

$$\log Y_{UE15} - \log Y_{TUR} = \alpha_t + \beta_t (\log Y_{UE15} - \log Y_{EU}) \quad (14)$$

où $\log Y_{UE15}$, $\log Y_{TUR}$ et $\log Y_{EU}$ sont les logarithmes des PIB par tête (mesurés en PPA) de l'UE 15, de la Turquie et des États-Unis. Avec α_t et β_t les paramètres variables dont les évolutions sont données par les équations d'état décrites par (5) et (6).



Graphique 7 : estimation du paramètre β du modèle *espace-état*.

On constate que le PIB par tête PPA turc est assez divergent dans les années 1990 et qu’une certaine convergence prend forme depuis 2000. Toutefois, et si l’on se réfère aux calculs effectués dans la section 4.1, le niveau de PIB par tête turc est très éloigné de celui de l’UE 15. Par ailleurs, le “petit” exercice de convergence nous montre qu’un certain nombre d’années sera nécessaire pour effectuer ce rattrapage.

Sur l’ensemble de nos résultats, il apparaît que la Turquie connaîtrait une meilleure convergence nominale que réelle vis-à-vis de l’Union européenne. Ce résultat serait un signe positif pour le dossier turc sachant que (i) l’adhésion à l’Union entraîne implicitement une adoption, à terme, de l’euro et ainsi un respect des [5] critères de convergence et (ii) il n’existe aucune règle de convergence réelle à respecter pour l’adhésion à l’Union. Cependant, ce résultat doit être relativisé car la convergence nominale observée pourrait davantage être le fruit des efforts de la Turquie à stabiliser son économie après la crise de 2001, plutôt que d’une volonté annoncée d’adoption de l’euro. Le plan de rigueur en Turquie et les règles du Pacte de stabilité et de croissance en Europe apparaissent ainsi comme des dénominateurs communs pour chacune de ces deux zones concernant les variables nominales.

5. Conclusion

Nous avons voulu savoir si la Turquie était prête, économiquement parlant, à intégrer l'Union européenne. Pour cela, nous avons étudié les processus de convergences nominale et réelle de la Turquie vis-à-vis de l'Union européenne à 15 pays à l'aide de modèles *espace-état* dont les coefficients variables dans le temps étaient calculés par un filtre de Kalman. Au total, il y aurait une meilleure convergence nominale que réelle.

Mais ce n'est pas la question économique qui est mise en avant pour l'adhésion (plus exactement le refus de l'adhésion) de la Turquie à l'Union européenne. Ce sont des questions géopolitiques qui sont soulevées. Pour sortir de cette impasse, la question d'un approfondissement d'un partenariat privilégié avec la Turquie est avancée ainsi que l'idée de faire de la Turquie le *leader* d'une zone euro méditerranéenne. La Turquie serait alors un "passage obligé" entre l'Europe et le Moyen Orient.

6. Annexe

6.1 Les données

Le tableau 2 présente les différentes variables utilisées ainsi que leur périodicité et leur source.

Tableau 2

Données	Période	Périodicité	Source
Solde public	1995-2006	Annuelle	Eurostat
Dette publique	1995-2006	Annuelle	Eurostat
Taux de change nominal (par rapport au dollar)	1985-2005	Trimestrielle	<i>SFI</i> , FMI
Taux de change réel (par rapport au dollar)	1985-2005	annuelle	<i>CHELEM</i> , Cepii
Taux de change effectif réel	1985-2006	Trimestrielle	OCDE
PIB réel	1985-2005	Annuelle	<i>CHELEM</i> , Cepii
PIB réel par tête	1985-2005	Annuelle	<i>CHELEM</i> , Cepii
Indice des prix à la consommation	1985-2005	Trimestrielle	<i>SFI</i> , FMI et OCDE
Taux de chômage	1985-2005	Trimestrielle	<i>SFI</i> , FMI
Taux d'intérêt à long terme	1985-2005	Trimestrielle	<i>SFI</i> , FMI

Les tableaux 3 à 8 présentent les statistiques relatives à ces données pour l'UE¹⁸, la Turquie et les États-Unis.

Tableau 3 : besoin/capacité de financement net(te) du secteur consolidé des APU en % du PIB

	Turquie	UE 15	États-Unis
2000	-	0,5	1,6
2001	-33	-1,1	-0,4
2002	-12,9	-2,2	-3,8
2003	-11,3	-2,9	-4,6
2004	-5,7	-2,7	-4,4
2005	-1,2	-2,3	-2,9
2006	0,4	-1,6	-2,3

Tableau 3 bis : dette publique en % du PIB

	Turquie	UE 15	États-Unis
2000	69	64,1	58,2
2001	104,4	63,1	57,9
2002	93	61,5	60,2
2003	85,1	63,1	62,5
2004	76,9	63,3	63,4
2005	69,6	64,4	65
2006	-	63,3	61,5

Tableau 4 : taux d'inflation moyen annuel (en %)

	Turquie	UE 15	États-Unis
1980-1989	-	1,68	1,27
1990-1996	15,65	0,93	0,82
1997-2002	12,73	0,45	0,56
2003-2005	2,51	0,52	0,74

Tableau 5 : taux d'intérêt à long terme, moyenne annuelle (en %)

	Turquie	Allemagne	États-Unis
1980.1-1989.4	48,77	5,99	8,85
1990.1-1996.4	78,50	6,24	4,89
1997.1-2002.4	75,07	3,43	4,24
2003.1-2005.4	28,42	1,97	1,85

¹⁸ Dans certains cas, il est possible que les statistiques de l'UE ne soient pas disponibles. Nous les avons alors remplacées par celles de la zone euro ou de l'Allemagne.

Tableau 6 : Taux de croissance moyen annuel du PIB (réel) par tête (en %)

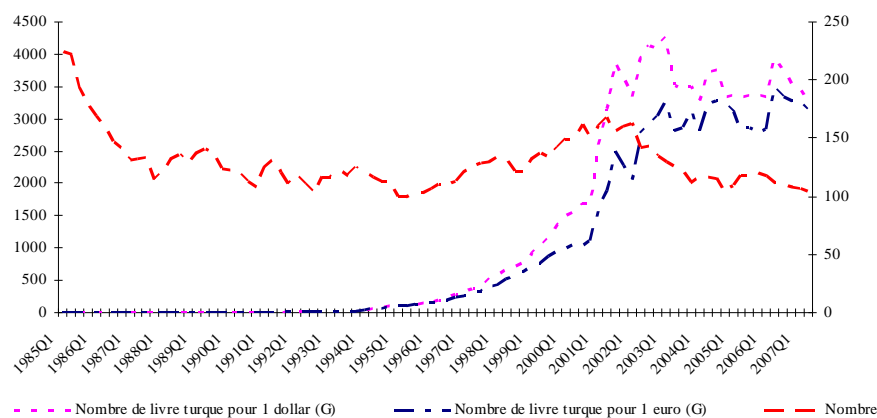
	Turquie	UE 15	États-Unis
1980-1989	1,77	1,91	2,07
1990-1996	2,79	1,10	1,29
1997-2002	0,74	2,17	2,12
2003-2006	3,79	1,08	2,63

Tableau 7 : Taux de croissance moyen annuel du PIB (réel) (en %)

	Turquie	UE 15	États-Unis
1980-1989	4,02	2,19	3,04
1990-1996	4,59	2,18	2,55
1997-2002	2,09	2,44	3,22
2003-2006	4,57	1,22	3,58

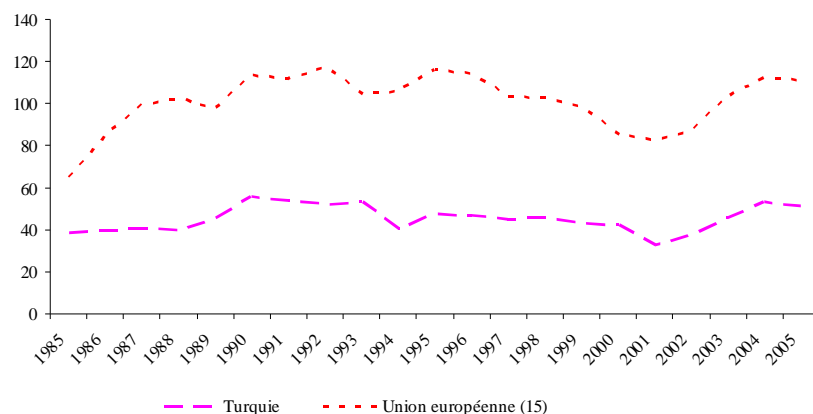
Tableau 8 : taux de chômage, moyenne annuelle (en %)

	Turquie	Allemagne	États-Unis
1980.1-1989.4	-	-	7,27
1990.1-1996.4	-	10,60	6,28
1997.1-2002.4	8,43	11,43	4,70
2003.1-2005.4	10,51	11,92	5,53



Graphique 7 : évolution de la livre turque par rapport au dollar et à l'euro.

Source : *Statistiques Financières Internationales*, FMI.



Graphique 8 : évolution des taux de change réels par rapport au dollar de l'UE 15 et de la Turquie.

Source : CHELEM, Cepii.

6.2 Dépendance et intégration commerciales

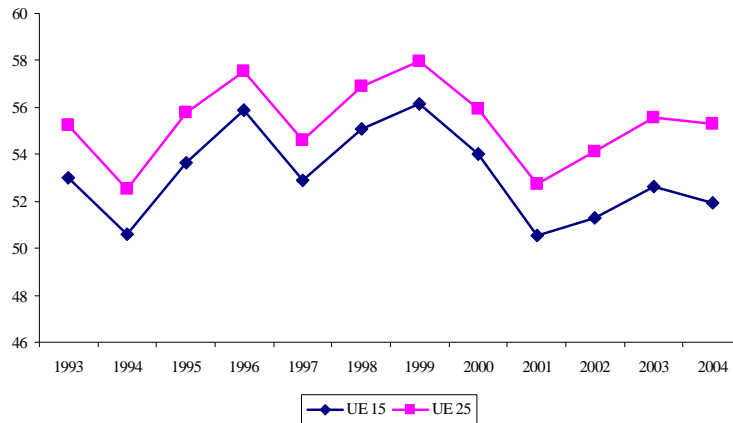
Depuis 1996, une union douanière est effective entre la Turquie et l'UE 15. Nous proposons d'analyser deux indicateurs : la dépendance commerciale et l'intégration commerciale.

La dépendance commerciale est un indicateur issu des travaux de Kwan (2005). Nous calculons la dépendance commerciale bilatérale (DC_{ij}) du pays i vis-à-vis de la zone j comme :

$$DC_{ij} = \frac{(X + M)_{i \rightarrow j}}{(X + M)_{i \rightarrow \text{Monde}}} \quad (15)$$

Cet indicateur consiste à calculer la part des échanges commerciaux de la Turquie vers l'UE 15 dans les échanges commerciaux totaux de la Turquie. Lorsque cet indicateur est proche de 100%, la part du commerce entre la Turquie et l'UE 15 représente la quasi-totalité du commerce de la Turquie.

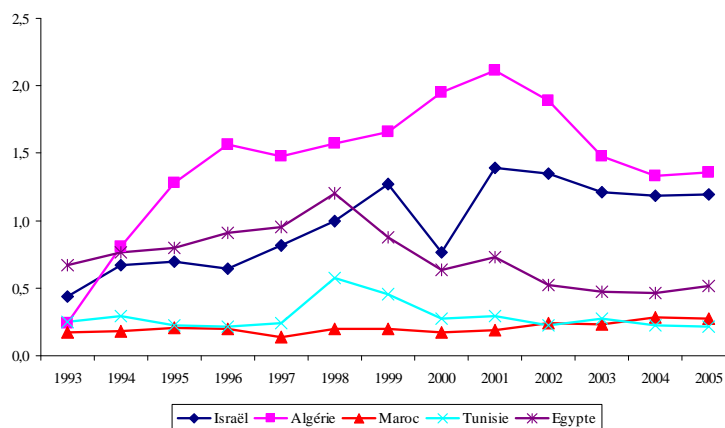
Les graphiques 9 et 9 bis présentent les évolutions de cet indicateur pour la Turquie vis-à-vis de l'UE 15 et de quelques pays du Sud et de l'Est méditerranéen :



Graphique 9 : dépendance commerciale de la Turquie avec l'UE 15, l'UE 25.

Source : calculs de l'auteur à partir de données *CHELEM*, Cepii.

Entre 1993 et 2004, cet indicateur évolue entre 53% et 52% avec un maximum à 56% en 1996 et 1999 et un minimum à 51% en 1994, 2001 et 2002.



Graphique 9 bis : dépendance commerciale de la Turquie avec quelques pays de l'Euro Méditerranée.

Source : calculs de l'auteur à partir de données *CHELEM*, Cepii.

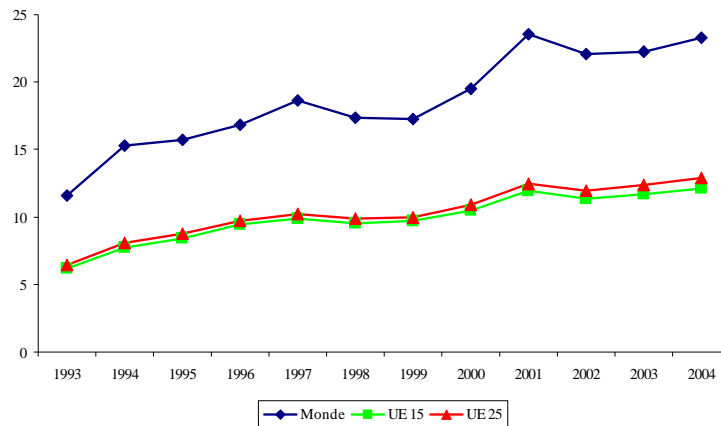
Comparativement à la part des échanges avec l'UE dans son commerce total, la part du commerce turc avec les pays de l'Euro Méditerranée apparaît marginale.

Nous calculons à présent l'intégration commerciale. Cet indicateur, notamment utilisé par Artis (2002) ou Bajou et alii (2006), se définit de la manière suivante :

$$IC = \frac{(X + M)_{i \rightarrow j}}{2Y} \quad (16)$$

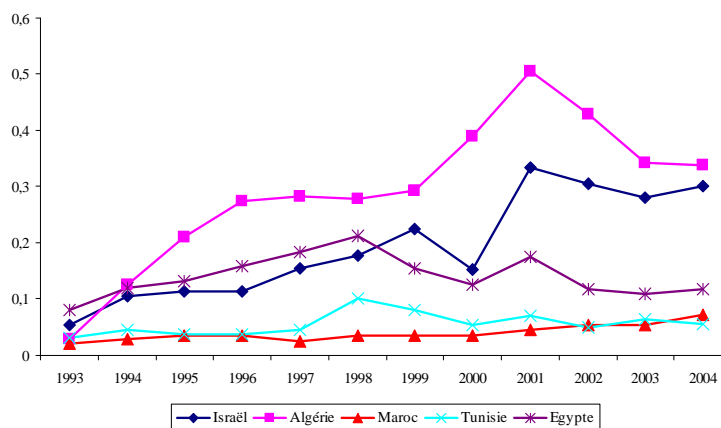
Où $(X + M)_{i \rightarrow j}$ représente le commerce total de la Turquie avec l'UE 15. Y représente le PIB nominal de la Turquie. Les graphiques 10 et 10 bis présentent les résultats de l'intégration

commerciale pour la Turquie avec le monde, l'UE 15, l'UE 25 et quelques pays du Sud et de l'Est méditerranéen :



Graphique 10 : intégration commerciale de la Turquie avec l'UE 15, l'UE 25 et le monde.

Source : calculs de l'auteur à partir de données CHELEM, Cepii.



Graphique 10 bis : intégration commerciale de la Turquie avec quelques pays de l'Euro Méditerranée.

Source : calculs de l'auteur à partir de données CHELEM, Cepii.

Ces deux indicateurs montrent que la Turquie est un partenaire « privilégié » de l'UE. Près de la moitié de son commerce s'effectue avec l'UE. Ces résultats ne sont pas un *argument* pour la Turquie car l'UE n'exige aucun niveau *minimum* de commerce mais ils montrent que l'accord d'union douanière fonctionne parfaitement et que la Turquie est tournée, au moins pour 50%, vers l'UE.

Si nous comparons ces chiffres à ceux obtenus entre la Turquie et les pays membres du partenariat euro méditerranéen en 2005, nous constatons qu'il existe des écarts considérables puisque la dépendance commerciale oscille entre 0,3 et 1,2 et l'intégration commerciale ne dépasse pas 1%.

Bibliographie

- Artis, M., 2002, "Le Royaume-Uni devrait-il rejoindre l'Union économique et monétaire ?", *Economie Internationale*, 91, pp. 93-114.
- Babetskii, I., 2002, *Les essais sur la transition et l'élargissement de l'Union européenne*, Thèse, université Paris I-Panthéon Sorbonne.
- Bajou, C., Lefeuvre, E., Mametz, S. et Melka, J., 2006, "Relations commerciales en Asie", *Recherche économique*, Ixis CIB.
- Barisitz, S., 2005, « Exchange Rate Arrangements and Monetary Policy in Southeastern Europe and Turkey : Some Stylized Facts », *Osterreichische Nationalbank*, Focus 2/04.
- Barran, F., Coudert, V. et Mojon, B., 1995, « Transmission de la politique monétaire et crédit bancaire. Une application à trois pays de l'OCDE », *Revue Economique*, vol. 46 (2), pp. 393-413.
- Barro, R., 1990, « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », *Journal of Political Economy*, vol. 98 (5), pp. 103-125.
- Barro, R., 1991, « Economic Growth in a Cross-Section of Countries », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106 (2), pp. 407-444.
- Barro, R. et Sala-i-Martin, X., 1992, « Convergence », *Journal of Political Economy*, vol. 100 (2), pp. 223-251.
- Barro, R. et Sala-i-Martin, X., 1996, *La croissance économique*, Ediscience.
- Barthe, M.-A., 2003, *Economie de l'Union européenne*, Economica.
- Baumol, W., 1986, « Productivity Growth Convergence, and Welfare: What the Long-Run Data Show », *American Economic Review*, vol. 76 (5), pp. 1072-1085.
- Bernard, A., 1991, « Empirical implications of the convergence hypothesis », *working paper*, Center for Economic Policy Research, Stanford university.
- Bernard, A. et Durlauf, S., 1995, « Convergence in international output », *Journal of Applied Econometrics*, vol. 10 (2), pp. 97-108.
- Bernard, A. et Durlauf, S., 1996, « Interpreting Tests of the Convergence Hypothesis », *Journal of Econometrics*, vol. 71 (1-2), pp. 161-173.
- Boone, L., 1997, « Symétrie des chocs en Union européenne : une analyse dynamique », *Economie Internationale*, n. 70, pp. 7-34.
- Campbell, J. et Mankiw, N., 1989, « International evidence on the persistence of economic fluctuations », *Journal of Monetary Economics*, vol. 23 (2), pp. 319-333.

- Cogley, T., 1990, « International Evidence on the Size of the Random Walk in Output », *Journal of Political Economy*, vol. 98 (3), pp. 501-518.
- De Long, B., 1988, « Productivity Growth, Convergence, and Welfare: Comment », *American Economic Review*, vol. 78 (5), pp. 445-502.
- Emerson M., Gros D., Italianer A., Pisani-Ferry J. et Reichenbach H., 1990, *Marché unique, Monnaie unique*, Rapport de la Commission des Communautés européennes, Economica.
- Erçel, G., 1998, « The World as a Whole is Entering a Fixed Exchange Rate Regime », *Asomedyä*, pp. 51-59.
- Evans, P., 1996, « Using Cross-Country Variances to Evaluate Growth Theories », *Journal of Economic Dynamics and Controls*, vol. 20 (6-7), pp. 1027-1049.
- Evans, P. et Karras, G., 1996, « Convergence revisited », *Journal of Monetary Economics*, vol. 37 (2), pp. 249-265.
- Faure, F., 2005, « Turquie : une nouvelle donne », *Conjoncture*, BNP Paribas.
- Flageul, J., 2003, « Elargissement de l'Union européenne et adoption de l'euro : convergence réelle ou convergence nominale? », *23èmes journées internationales d'économie monétaire et bancaire*, Lille.
- Fischer, S., Sahay, R. et Vegh, C., 1998, « How Far is Eastern Europe from Brussels? », *IMF working paper 98/53*.
- Gouriéroux, C. et Monfort, A., 1995, *Séries temporelles et modèles dynamiques*, Economica.
- Haldane, A. et Hall, S., 1991, « Sterlings' Relationship with the Dollar and the Deutschmark: 1986-1989 », *Economic Journal*, vol. 101, pp. 436-443.
- Hall, S., Robertson, D. et Wickens, M., 1992, « Measuring Convergence of the E. C. Economics », *The Manchester School*, LX Supplement, pp. 99-111.
- Hanaut, A., Loufir, R. et Mouhoud, E. M., 1997, *Convergence des économies et intégration européenne*, Commissariat Général du Plan.
- Héricourt, J., 2005, *Essai sur la pratique de la politique monétaire sous différents régimes monétaires : de la zone euro à la Turquie*, Thèse, université Paris I-Panthéon Sorbonne.
- Investir*, numéro 1772, décembre 2007.
- Jacquelain, V., 2004, « Convergence nominale et convergence réelle des nouveaux États membres (NEM) », *Analyses économiques*, Direction de la Prévision.
- Kibritçioğlu, A., 2000, « EMU, Euro and EU-Membership: An Evaluation from the Turkish Macroeconomic Perspective », *mimeo*.
- Kwan C. H., 2005, « Japan Is Missing the "China Express" While China Is Distancing Itself from Japan », RIETI.

- Le Pen, Y., 1997, « Convergence internationale des revenus par tête : un tour d'horizon », *Revue d'Economie Politique*, vol. 107 (6), pp. 715-756.
- Narassiguin, P., 1992, « La problématique de la monnaie unique et son application au cas de l'Europe », *Revue d'Economie Politique*, vol. 102 (6), 799-843.
- Parlement Européen, 2002, *Fiches techniques : les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée*, Bruxelles.
- Quah, D., 1992, « International Patterns of Growth : I. Persistence in Cross-Country Disparities », *working paper*, London School of Economics.
- Quah, D., 1993, « Galton's Fallacy and Tests of the Convergence Hypothesis », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 95 (4), pp. 427-443.
- Quah, D., 1995, « International Patterns of Growth: II. Persistence, Path Dependence and sustained take-off in Growth Transition », *working paper*, London School of Economics.
- Quah, D., 1996 (a), « Empirics for Economics Growth and Convergence », *European Economic Review*, vol. 40 (6), pp. 1353-1375.
- Quah, D., 1996 (b), « Convergence Empirics Across Economies with (some) Capital Mobility », *Journal of Economic Growth*, vol. 1 (1), pp. 95-124.
- Quah, D., 1996 (c), « Twin Peaks: Growth and Convergence in Models of Distribution Dynamics », *Economic Journal*, vol. 106 (437), pp. 1045-1055.
- Sokic, A., 2006, « Convergence réelle et nominale dans les PECO », *Le courrier des Pays de l'Est*, n. 1054, pp. 62-69.
- Temprano-Arroyo, H. et Feldman, R., 1998, « Selected Transition and Mediterranean Countries: An Institutional Primer on EMU and EU Relations », *IMF working paper 98/82*.